



Le gouvernement du care, enjeu du capitalisme mondialisé

Blandine Destremau, Isabel Georges

► To cite this version:

Blandine Destremau, Isabel Georges. Le gouvernement du care, enjeu du capitalisme mondialisé. MAÏKA SONDAJEE. Perspectives féministes en relations internationales. Penser le monde autrement, Les Presses de l'Université de Montréal, pp.181-190, 2022, 978-2-7606-4522-6. <hal-04369588>

HAL Id: hal-04369588

<https://hal.science/hal-04369588v1>

Submitted on 2 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

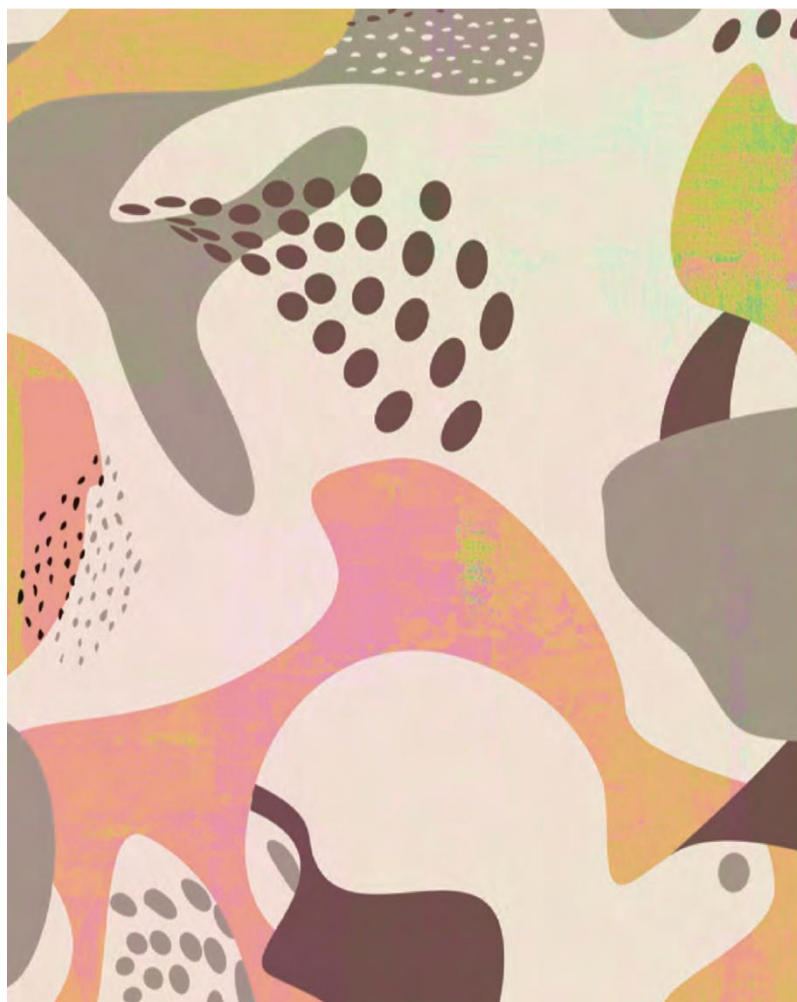
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Sous la direction de Maïka Sondarjee

Perspectives féministes en relations internationales *Penser le monde autrement*



Les Presses de l'Université de Montréal

POLITIQUE MONDIALE

La collection « Politique mondiale » est dirigée par Stéphane Paquin et Stéphane Roussel.



Sous la direction de Maïka Sondarjee

Perspectives féministes en relations internationales

Penser le monde autrement

Les Presses de l'Université de Montréal

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre : Perspectives féministes en relations internationales : penser le monde autrement/ sous la direction de Maïka Sondarjee.

Nom : Sondarjee, Maïka, éditrice intellectuelle.

Collections: Politique mondiale (Presses de l'Université de Montréal)

Description : Mention de collection : Politique mondiale | Comprend des références bibliographiques.

Identifiants : Canadiana (livre imprimé) 2022000143X | Canadiana (livre numérique) 20220001448 | ISBN 9782760645226 | ISBN 9782760645233 (PDF) | ISBN 9782760645240 (EPUB)

Vedettes-matière : RVM : Relations internationales. | RVM : Théorie féministe. Classification : LCC JZ1253.2.G46 2022 | CDD 327.1082—dc23

Mise en pages : Folio infographie

Dépôt légal : 2^e trimestre 2022

Bibliothèque et Archives nationales du Québec © Les Presses de l'Université de Montréal, 2022

Les Presses de l'Université de Montréal remercient de son soutien financier la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC).

Imprimé au Canada



Table des matières

Introduction 7 Maïka Sondarjee

Première partie

Colonialité du pouvoir et ethnocentrisme

Chapitre 1

La décolonisation des connaissances et des pratiques 25 de recherche
LeiLa CeLiS

Chapitre 2

Le potentiel émancipateur et le risque de blanchiment
des perspectives décoloniales 35 CeLiA RoMuLuS

Chapitre 3

Un regard décolonial sur les savoirs et les mouvements féministes 43 ChriStine VerSCHuur

Chapitre 4

Femmes autochtones et enjeux environnementaux 53 Suzy BaSiLe

Chapitre 5

Le corps des femmes musulmanes dans le paradigme de la guerre 61 LeiLa Benhadjoudja

Deuxième partie

Solidarités et mobilisations féministes

Chapitre 6

Mobiliser les femmes dans l'Afrique contemporaine 71 Fatou Sow

Chapitre 7

Dimensions et mobilisations transnationales du travail
domestique 81 AdeLLe BLaCkett

Chapitre 8

La lutte anticoloniale et la reprise de pouvoir des femmes innues 89 Catherine DeLiSLe L'Heureux

Chapitre 9

La transnationalisation des solidarités et la Marche mondiale
des femmes 99 PaSCaLe DuFour

Chapitre 10

Quand les migrantes haïtiennes se réinventent en France 107 SaBine LaMour

Troisième partie

Gouvernance globale et normes de genre

Chapitre 11

Le genre « échoué » comme nouvelle norme globalisée
et dépolitisée 117 MagaLie SauSSey et AuréLie DaMaMMe

Chapitre 12

Hétéronormativité et droits des femmes et des personnes
LGBTQI+ en relations internationales 125 DanieLLe Coenga-OLiVeira

Chapitre 13

Le genre, le féminisme et les organisations internationales 133 Marianne BouChard et StéFanie Von
HLatky

Chapitre 14

La politique étrangère peut-elle être féministe ? 143 JenniFer ThoMSon et Maïka Sondarjee

Chapitre 15

Le paradoxe français d'une « diplomatie féministe »
qui manque de femmes 151 RoMain LeCLer et Yann GoLtrant

Quatrième partie

Économie politique internationale

Les injustices de genre dans l'économie globalisée du *care* 165

AgnèS BertheLot-Raffard

Chapitre 17

Les migrations par le mariage et la mondialisation du marché matrimonial 173 GwenoLa RiCordeau

Chapitre 18

Le gouvernement du *care*, enjeu du capitalisme mondialisé 181 BLandine DeStreMau et ISaBeL GeorgeS

Chapitre 19

Les rapports sociaux de genre dans le développement de l'Inuit Nunangat 191 MagaLie QuintaL-Marineau

Chapitre 20

La Banque mondiale et les objectifs d'égalité de genre 199 Nora NageLS

Chapitre 16

Cinquième partie

Sécurité et violence

Le genre et la sécurité internationale 209

María Martín De ALMagro InieSta

Chapitre 22

Le spectre des femmes terroristes 217 Fenneke ReySoo

Chapitre 23

Politisation et sécurisation des violences faites aux femmes 225 LudiVine ToMaSSo-Guez

Chapitre 24

Le corps et les émotions dans la réincorporation des *farianas*
en Colombie 233 PriSCyLL AnCtiL AVoine

Chapitre 25

Cyberespace, inégalités et insécurité en ligne 241 ELena WaLdiSPuehL

Épilogue

La mondialisation comme violence racialisée et genrée 249 Rauna Kuokkanen

Bibliographie 261 Notices biographiques 283

Chapitre 18

Le gouvernement du *care*, enjeu du capitalisme mondialisé

Blandine DESTREMAU et Isabel GEORGES

Le *care* constitue un enjeu croissant de la reproduction de sociétés vieillissantes de plus en plus inégalitaires. Pour beaucoup, il s'agit d'arrangements – marchands ou non – au sein des familles, dans lesquels se jouent des rapports sociaux de genre, de classe et de race, qu'il s'agisse de fournir des services dans le cadre de la conjugalité, de la filiation, des relations au sein du groupe familial étendu, d'un emploi domestique salarié ou gagé ou encore dans le cadre de relations d'aide. Ces marqueurs sociaux opèrent selon la manière dont les acteurs sociaux se les approprient, et diffèrent selon les contextes. Ils peuvent aussi s'imbriquer avec d'autres marqueurs, comme la génération, ou encore le niveau d'éducation, par exemple. La satisfaction des besoins de *care* s'est aussi historiquement située dans des rapports internationaux marqués par la colonisation, des formes de domination postcoloniales, et de fortes inégalités dans les conditions de vie alimentant des flux migratoires féminisés en grande partie (voir Berthelot-Raffard, cet ouvrage). Bien que le travail de *social care* représente une partie souvent peu visible de l'État social, et un secteur faiblement institutionnalisé des politiques publiques, ces dernières sont déterminantes dans l'encadrement et la régulation de ce secteur, du fait de politiques indirectes (migration, droit du travail, politiques familiales) ou explicites (allocations sociales, subventions, professionnalisation, etc.).

182 ^P perspectives féministes en relations internationales

Comment les politiques publiques dans le Sud global organisent-elles les différentes activités du *care* ? Comment s'opère la division du travail que stimulent ces politiques, entre femmes d'origines sociales diverses ? Comment l'économie morale de la sollicitude, de la responsabilisation individuelle et de l'intervention sociale est-elle configurée, et quel est son poids ? Pour réfléchir à ces questions, le présent texte s'appuie sur les résultats d'une recherche collective menée dans six métropoles d'Amérique latine (Destremau et Georges, 2017). Initialement conçu dans une éthique militante et d'émancipation, le discours international sur le *care* s'est métamorphosé, tout comme celui sur le genre (Saussey et Damamme, cet ouvrage). Dans le cadre du capitalisme néolibéral, il essentialise désormais des positions morales de responsabilisation qui visent au premier chef les femmes de milieux populaires et pauvres.

Care et capitalisme, un tournant moral

La place du travail de *care* dans les sociétés capitalistes a fait l'objet de recherches multiples qui ont pris comme point de départ des interrogations marxistes sur la valeur du travail domestique réalisé gratuitement par des femmes. Dans le contexte du capitalisme néolibéral mondialisé, de l'augmentation des inégalités (notamment Sud-Nord), de la remise en question des droits du travail, de la précarisation générale des conditions de travail et du brouillage des frontières entre les sphères privée et publique, le *care* s'impose comme une question sociale fortement politisée. Toutefois, l'essor de cette notion a conduit à une forte moralisation du champ, qui en vient à couvrir toute expression d'empathie dans des activités de diverses natures. En outre, des politiques publiques qui, tout en appelant à l'éthique dominante et à la reconnaissance du travail de soins pour autrui, conduisent à assigner à des femmes le travail de *care*, marchandisé, familial ou social, instrumentalisent régulièrement ce registre moral. On aboutit au paradoxe de la dépolitisation d'une notion construite dans une vision féministe d'émancipation, vers des formes d'essentialisation et d'injonction des femmes au *care*.

Dans les sociétés industrielles de la seconde moitié du xx^e siècle, la division sociale du travail de *care* procédait, d'une part, de l'institution de formes de domesticité reposant sur des rapports de domination tout

Le gouvernement du care, enjeu du capitalisme mondialisé ^{P 183}

en étant aptes à fournir les services nécessaires à la prise en charge des personnes vulnérables. D'autre part, elle représentait l'institution de formes nationales de solidarité, ancrées sur des dispositifs d'assurance sociale protégeant les personnes œuvrant dans le marché du travail formel. Or, dans le capitalisme mondialisé de la fin du xx^e et du début du xxi^e siècle, ces deux mécanismes sont en tension, faisant surgir des déficits, voire une crise du *care*.

Tout d'abord, le vieillissement démographique a gonflé les besoins des personnes âgées, exigeant des compétences, des disponibilités et des formes d'organisation différentes de celles que demandent les soins à l'intention des enfants. Ensuite, alors que l'offre de *care* reposait essentiellement sur l'institution de rapports conjugaux, filiaux et générationnels naturalisés, qui contraignaient les femmes au travail domestique et familial gratuit et organisaient la prise en charge des personnes dépendantes par des mères, des épouses, des filles et des grand-mères, ces dernières tendent à s'émanciper de ces assignations et à s'engager sur le marché du travail ou dans d'autres activités plus gratifiantes. Cette émancipation mène notamment à de nouveaux rapports coloniaux avec des femmes du Sud et racialisées accomplissant de plus en plus ce travail (Blackett, cet ouvrage).

Les enjeux de *care* se posent donc aujourd'hui dans un cadre renouvelé, et les réponses que leur donnent les politiques publiques de par le monde sont diverses. Une tendance lourde est la professionnalisation et la commodification croissante de ce type de travail (Hochschild, 2012). Partiellement alimentés par des migrations internes des zones rurales appauvries vers les centres urbains, ces marchés du *care* sont particulièrement internationalisés et s'appuient sur des flux migratoires de grande ampleur. Des millions de femmes du Sud global vont occuper des emplois dans les centres urbains des pays du Nord ou du Sud, que ce soit dans le cadre privé des foyers ou dans des contextes institutionnels tels que des hôpitaux et des institutions résidentielles. Ces « chaînes mondiales du *care*¹ » fortement féminisées et racialisées organisent la fourniture de travail salarié dans les ménages et les institutions de pays riches, au service des enfants et des personnes âgées et handicapées (Hochschild, 2012 ; Berthelot-Raffard, cet ouvrage). Alors que, tout au

1. Terme original : « *global care chains* ».

184 ^P perspectives féministes en relations internationales

long du xx^e siècle, les branches industrielles et minières (et dans une moindre mesure, agricoles) se trouvaient au centre d'accords et d'arrangements migratoires internationaux, le *care* apparaît aujourd'hui comme un organisateur central des relations entre États, familles et marchés, de la division sociale et sexuelle internationale du travail et, plus largement, de la mondialisation néolibérale actuelle et des politiques publiques qui l'accompagnent.

Toutefois, malgré son caractère central, on ne peut que constater une résistance profonde à traiter le travail de *care* comme l'équivalent d'autres types d'emplois rémunérés et à reconnaître ses travailleurs, en particulier ses travailleuses migrantes à domicile, comme disposant de droits sociaux égaux et pleinement reconnus. En France, les mouvements des « gilets jaunes » et des personnes qui travaillent dans des hôpitaux ou des établissements pour personnes âgées ont fait surgir ces questions dans l'espace public. La crise de la COVID-19 a aussi permis de faire sortir de l'ombre la place des emplois de *care* dans le fonctionnement de la société, qu'occupent dans

bien des cas des femmes racialisées ou migrantes. Comprendre cette résistance implique d'explorer l'enchevêtrement historique de ce genre d'emploi dans les relations raciales, sociales et de genre, ainsi que dans des systèmes de travail coercitifs. En effet, la construction des frontières entre le privé et le public, l'intime et le politique, le travail et le hors travail, le marché et le hors marché, est le fruit de décennies d'histoire sociale et intellectuelle, imbriquant les trajectoires nationales avec les relations internationales coloniales et postcoloniales. Cette recherche sur l'Amérique latine se situe précisément dans cette optique politique du *care*; elle a la valeur d'un cas paradigmatique, mais est loin d'être exceptionnelle.

Une éthique de la responsabilité et du *care*

Contrairement à l'époque de l'après-guerre et à l'avènement de la période des «trente glorieuses» en Europe, les politiques sociales à l'ère néo-libérale se caractérisent par un social que l'acceptation de l'idée d'une crise permanente du travail et d'une main-d'œuvre surnuméraire a durablement reconfiguré. En Amérique latine, on n'a jamais généralisé ladite société salariale. Le travail salarié y a rarement dépassé les 50%, alors que la protection sociale y est historiquement associée. Le travail informel y concerne *a fortiori* les femmes, et surtout les femmes pauvres,

Le gouvernement du care, enjeu du capitalisme mondialisé ^{p 185}

autochtones ou racialisées. L'institution de politiques sociales d'assistance s'est réalisée dans le sillage des ajustements structurels imposés par différentes organisations internationales et de l'adoption, depuis les années 1980, de formes néolibérales de capitalisme dans la plupart des pays d'Amérique latine. Ces politiques ont trouvé leur justification dans une rhétorique de la lutte contre la pauvreté et de la nécessité d'inclure les pauvres dans la croissance économique, présentée comme corollaire de la «démocratisation» à l'issue des différentes dictatures dans la région.

Les programmes de transfert qui conditionnent le versement de prestations d'assistance à des normes comportementales y occupent une place particulière. Technologie sociale née en Amérique latine dans les années 2000 et diffusée vers l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique du Nord, ces politiques conditionnées sont présentées dans les forums internationaux comme un moyen peu coûteux, pourvu d'une visibilité et d'un rendement politique élevés, de lutte contre la pauvreté (Ceballos et Lautier, 2013 ; Nagels, cet ouvrage). Dans une perspective d'investissement social, prédominante depuis les années 1990, certaines organisations internationales considèrent également ces politiques comme un moyen efficace de lier prestations d'assistance et activation des femmes peu qualifiées.

La vieille distinction entre pauvres bien portants et invalides s'est ainsi cristallisée en deux trains de politiques publiques distinctes, relayés par une nébuleuse d'acteurs hybrides, publics, privés ou semi-privés. D'un côté, les pauvres employables, susceptibles de fournir du travail productif, que gouvernent essentiellement des incitations économiques, dont le registre moral est celui de la responsabilité et de l'indépendance. De l'autre, les «vulnérables», les «pauvres désarmés» ou les «dés-économisés», qui ne peuvent entrer dans l'activité productive. Il s'agit, d'une part, de personnes reconnues comme inaptes au travail et, d'autre part, de femmes surtout, engagées dans le soin de personnes dépendantes et qui se consacrent au travail reproductif.

La plupart des programmes et des dispositifs examinés sont fondés sur la performativité d'une rhétorique construite d'abord autour de la féminisation de la pauvreté et de l'inégalité de genre, puis de la vulnérabilité. Ils s'adressent essentiellement à des femmes populaires, autochtones ou issues de l'esclavage, qui se concentrent dans les couches

les plus pauvres et sont les premières bénéficiaires des programmes d'assistance. À certaines, ces programmes octroient des prestations d'assistance en contrepartie desquelles on leur enjoint de se comporter comme de bonnes grand-mères, mères, filles et épouses. D'autres reçoivent des formations comme organisatrices communautaires bénévoles, ou encore comme travailleuses sociales employées dans la mise en œuvre des politiques.

Ces politiques investissent donc le territoire de la reproduction sociale. Dans le contexte latino-américain, elles mobilisent aussi le registre moral et d'autodiscipline de la grammaire socioreligieuse, qu'elle soit catholique, proche de la théologie de la libération, d'une église évangéliste ou d'une théologie de la prospérité. Elles opérationnalisent ainsi des conceptions conservatrices et engagent l'aptitude supposée et naturalisée des femmes à montrer plus de sollicitude et de responsabilité à l'égard des besoins de la famille que les hommes (Destremau et Georges, 2017). La figure de la mère ou de la fille comme donneuse de soins (*care-giver*) est centrale, consacrant une image matrifocale de la famille. S'occuper des enfants et des personnes âgées (ou plus largement du *care* familial et social) y apparaît comme l'activité la plus souhaitable pour les femmes des classes populaires. En outre, cette division du travail serait la plus efficace pour éviter que les enfants de tels ménages deviennent pauvres à leur tour, message qui va de pair avec celui que véhiculent des églises pentecôtistes (Georges, 2014 ; Santos, 2014). Disqualifiée, la présence des hommes est rare, ou souvent rendue invisible.

Aussi diversifiées qu'elles puissent être selon les pays, les dispositifs et les étapes historiques, ces politiques soutenues internationalement puisent ainsi au registre d'une double éthique de la responsabilité et du *care*, articulée à des mécanismes explicitement conditionnés et contractuels. Elles enjoignent aux femmes pauvres de remplir de façon responsable et morale leur rôle de reproductrices d'êtres humains respectueux d'un ordre familial traditionnel qui concerne l'ensemble des membres du groupe familial, tous âges et sexes confondus.

Technologies comportementales et production de consentement

Une technologie sociale sophistiquée, nourrie des connaissances en psychologie comportementale et en neurosciences, sous-tend ces

Le gouvernement du care, enjeu du capitalisme mondialisé ^{P 187}

interventions. Celles-ci s'adressent directement à l'individu, de façon rapprochée, attentionnée: l'État et les divers échelons de pouvoir et d'action publics se présentent comme soucieux, compassionnels, *caring* (Kremer, 2007). L'entrée d'un ménage dans le programme dépend du calcul de scores et l'adhésion du bénéficiaire est formalisée par la signature d'un contrat en vertu duquel il se soumet à certaines conditions, plus ou moins exigeantes: scolarisation des enfants, contrôles médicaux et gynécologiques, normes de parentalité, participation à des travaux collectifs. Entrer dans le programme n'offre ainsi pas de *droits* (Ceballos, 2015). La possibilité d'y rester dépend de la conformité aux conditions imposées, dont des travailleurs sociaux contrôlent le respect. Largement comportementales et morales, impliquant des gratifications matérielles, relationnelles, affectives et réputationnelles, ces conditions sont censées déboucher sur de «bons comportements», eux-mêmes supposés garants d'une sortie de la pauvreté pour les générations suivantes (Santos, 2014). Il s'agit donc d'un travail sur les subjectivités, condition pour une transformation sociale des femmes bénéficiaires, enjoignant de devenir entrepreneuses d'elles-mêmes et de leur famille.

La dimension coercitive de ces politiques se fait sentir dans la mobilisation de travailleuses sociales dotées de leur propre grammaire morale de la famille, non rarement imprégnée de

valeurs religieuses. Celles qui exécutent ces programmes sont généralement issues des «territoires de pauvreté» où ils s'implantent, et elles subissent un chantage à l'emploi: en l'absence de meilleures occasions, elles sont contraintes d'accepter des emplois localement disponibles, avec des salaires au rabais et des conditions de travail peu avantageuses. Nombreuses sont celles qui réalisent ainsi un retour sur le marché du travail après des périodes discontinues d'emploi interrompues par des retours à la maison pour prendre en charge des tâches familiales de *care*. Accepter ces emplois les fait accéder à un statut d'autorité face aux femmes bénéficiaires, et à une sorte de distinction. Ils leur permettent en effet de construire une « carrière morale » dans différents maillons de la chaîne de délégations qui concrétisent la performativité des conditionnalités: associations, communautés religieuses, salariat ou travail indépendant, selon les cas (Georges, 2014).

Cependant, l'efficacité du dispositif psychosocial ne réside pas au premier chef dans la contrainte. Cette dernière se dissimule derrière

188 ^P perspectives féministes en relations internationales

« de l'affection et de l'attention », et des relations personnelles et émotionnelles (Rojas Lasch, 2012). Ainsi, il est possible d'observer un consentement et un désir partagé de participer aux programmes, de satisfaire aux critères requis, et par là de se faire reconnaître, voire de se distinguer. Tout d'abord, ces dispositifs résonnent fréquemment avec les aspirations et les normes propres à de nombreuses femmes des classes populaires, qu'elles soient entrepreneuses de morale, convaincues de leur rôle genré, ou satisfaites de prendre soin de leurs proches avec dévouement. Pour autant, il est impossible de conclure à une adhésion généralisée des femmes, dont le consentement peut n'être qu'opportuniste.

Ensuite, les formes d'opérationnalisation de ces politiques font intervenir des mesures incitatives à tous les niveaux d'engagement, instaurent une concurrence entre bénéficiaires et entre professionnelles, et distribuent au mérite des gratifications matérielles ou symboliques. Elles instrumentalisent ainsi les inégalités (sociales, sexuelles, ethniques, territoriales) préexistantes, et agissent comme des vecteurs de légitimation de la hiérarchisation sociale par le respect des dispositifs. Elles contribuent aussi à réaffirmer des formes de division sociale et sexuelle du travail familial ou professionnel.

La puissance de ces politiques, qui conjuguent une construction idéal-typique du maternalisme au sein des politiques sociales de lutte contre la pauvreté et la reproduction d'une forme de paternalisme dans la famille, réside dans leur convergence avec des valeurs conservatrices. L'État y occupe le rôle de fournisseur de récompense, sous forme de salaire, de versement d'allocations d'assistance et de reconnaissance symbolique. Cependant, le moteur de cette politique sociale n'est pas la justice sociale ou le droit du travail, mais l'éthique du *care*, de la participation et de l'engagement: dans cette transaction d'assistance, la morale genrée se substitue à la politique, et la conformité normative à une transformation émancipatrice. C'est dans ce sens que ces politiques ont contribué à une forme de dépolitisation, qui a pu permettre l'arrivée au pouvoir de gouvernements autoritaires d'extrême droite, élus par la population.

Le gouvernement du care, enjeu du capitalisme mondialisé ^P 189

Dans le cadre de l'économie politique internationale, les « nouvelles » politiques sociales que promeut le capitalisme mondialisé déplacent les fondements de la citoyenneté, c'est-à-dire de l'existence statutaire et socialisée d'individus appelés à participer à la vie politique. Alors que le statut d'emploi était au fondement de cette citoyenneté en Amérique latine jusqu'aux années

2000, une nouvelle relation entre citoyens et État occupe une place croissante : celle de l'assistance et du *care* (Rojas Lasch, 2012). Cette citoyenneté assistancielle, qui fait de pauvres reconnus des bénéficiaires potentiels, est perçue non comme un droit acquis, mais comme une probabilité incertaine d'accéder aux aides, structurée autour de l'attente et de l'incertitude. Elle rejoint les écono- mies et les politiques de la promesse mobilisées par les religions charismatiques.

On observe en outre une cohérence entre maternalisme, néo- libéralisme, paternalisme, individualisation et dépolitisation des rap- ports sociaux et de genre, que confortent les religions pentecôtistes. Par la production du consentement et de l'adhésion volontaire, ces nouvelles politiques d'assistance rendent opérationnel le registre moral du *care* et rencontrent les prédispositions de nombreuses femmes de classes populaires. Ainsi se produit la convergence de rationalités néolibérales de gouvernement (Dardot et Laval, 2009), de techniques comportementales et psychosociales de modelage des subjectivités, et des orientations conservatrices qui tendent à s'imposer sur l'ensemble des continents. Les recherches indiquent en effet que ces reconfigura- tions de l'État social sont à l'œuvre dans de multiples pays dudit Sud et du Nord globaux, mais avec des variantes propres aux espaces natio- naux et à leurs interrelations.

Pour aller plus loin

Destremau, Blandine et Isabel Georges (dir.), *Le «Care», face morale du capita- lisme. Assistance et police des familles en Amérique latine*, Peter Lang, Bruxelles, 2017.

Ehrenreich, Barbara et Arlie Russell Hochschild (dir.), *Global Woman: Nannies, Maids and Sex Workers in the New Economy*, Metropolitan Press, New York, 2002, p. 15-30.

Santos, Yumi Garcia dos et Nina Rosas, « Les femmes dans les nouvelles politiques sociales et l'assistance néopentecôtiste. Possibilités d'émancipation ou repro- duction des inégalités ? », *Brésil(s), Sciences humaines et sociales*, vol. 6, 2014, p. 75-97.